

## La justice sociale en échec ?

2010 est l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Dans une Europe où l'égalité des chances pour tous est un thème politique central, le Gouvernement luxembourgeois ne semble pas avoir la volonté de nous donner l'exemple. Après l'échec retentissant de la tripartite et les coups de becs entre les partenaires de la coalition, l'incertitude ne fait que croître pour une majorité de la population, celle dite « de la classe moyenne », qui en plus de craindre le chômage voit aujourd'hui son pouvoir d'achat fléchir à nouveau. Augmentation des impôts, réduction des prestations sociales, suppression de certaines aides au logement, ... le salarié va trinquer. Le Gouvernement devrait cependant revoir sa copie, car de mémoire de crises, la réduction du pouvoir d'achat n'a jamais résolu une dépression économique...

Nul doute que ceux qui subiront le plus en profondeur ces mesures seront les frontaliers et les résidents aux salaires modestes, c'est-à-dire, pour la majorité, des travailleurs d'origine étrangère. Les mesures en discussion le prouvent : l'arrêt du versement des allocations familiales à 21 ans contrebalancé par des subsides aux étudiants résidents ou encore la diminution de moitié des frais de déplacements ne sont certainement pas des dispositions incitatrices pour les travailleurs frontaliers alors même que chacun s'accorde pour dire que l'économie du pays seraient en berne sans cette force de travail.

Au Luxembourg, 20% des personnes d'origine étrangère vit sous le seuil de pauvreté. Etablir un impôt de solidarité dès le salaire social minimum reviendrait à étrangler encore un peu plus toutes ces personnes qui peinent à joindre les deux bouts.

D'économique, la crise est devenue, depuis quelques semaines, politique. Gageons que dans l'avenir, si le fossé entre les « riches » et les « pauvres » continue de se creuser, elle deviendra également sociale. Si ce n'est déjà le cas...